



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Introduction: Le cinquantenaire de la SFER

Mme Isabel Boussard, Jean-Christophe Kroll

Citer ce document / Cite this document :

Boussard Isabel, Kroll Jean-Christophe. Introduction: Le cinquantenaire de la SFER. In: Économie rurale. N°255-256, 2000. Les cinquante premières années de la sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? pp. 6-12;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_2000_num_255_1_5149

Fichier pdf généré le 09/05/2018

Le cinquantenaire de la SFER

L'an 2000 est arrivé et *Économie rurale* a cinquante ans. Par-delà le caractère formel de toute date anniversaire et le fétichisme des nombres, ce cinquantenaire a pour nous un sens: un demi-siècle d'activité pour une revue spécialisée, dont le fonctionnement repose, en bonne partie, sur le bénévolat, dans l'univers difficile de l'édition qui est le nôtre, voilà qui signifie à coup sûr quelque chose. Cela vérifie la justesse des intuitions des fondateurs et l'existence d'un besoin durable, chez les économistes qui s'intéressent à l'agriculture et à son insertion dans les échanges ou dans l'espace, d'un lieu d'expression et de débats largement ouvert, indépendant. Cela signifie aussi que la connaissance scientifique des mouvements économiques et sociaux qui traversent le secteur agricole et alimentaire, ainsi que les espaces dans lesquels elle s'insère, procède d'une accumulation collective des savoirs – savoirs de ceux qui participent comme acteurs à ces mouvements — et savoirs de ceux qui, dans leur métier de chercheur, s'attachent à en analyser et à en formaliser méthodiquement la nature. Cela signifie enfin que la revue *Économie rurale* a acquis une place tout à fait originale dans le processus de promotion et de diffusion de ces savoirs là. Ce cinquantenaire est donc un heureux anniversaire et tous ceux qui ont œuvré au succès de la revue peuvent être légitimement fiers du chemin parcouru depuis la parution, au début des années cinquante, des modestes petits cahiers bleus, modestes dans leur forme, mais déjà ambitieux sur le fond. C'est la genèse de cette ambition que nous voudrions rappeler, en introduction de ce numéro du cinquantenaire, avant d'en présenter le contenu et les principes qui en ont guidé la réalisation.

Le 18 décembre 1948 naissait la SFER

Ce jour-là: «Une soixantaine d'économistes s'intéressant aux problèmes et observations concernant l'économie rurale se sont réunis dans la salle de la bibliothèque de l'Institut national agronomique sur une invitation qui leur avait été adressée par M. Augé-Laribé.»¹ Dès sa création, la Société a des objectifs larges, des sujets d'étude très divers et des membres fort actifs.

1. Fondation de la Société française d'économie rurale, *Bulletin de la Société française d'économie rurale*, (abrégé : *Bulletin*), vol. I, n° 1, février 1949, p. 1.

Des objectifs larges

Lors de cette première réunion, les statuts sont adoptés. Le chapitre premier précise les « Buts et organisation de l'Association ». Article premier: « L'Association dite 'Société française d'économie rurale' est placée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour but de promouvoir des études d'économie rurale de caractère scientifique portant sur des problèmes économiques et sociologiques de la France et de l'Union française, de comparer les situations économiques et sociales de la France avec celles des pays étrangers, de préciser par des réunions d'étude et des discussions les observations recueillies par ses membres et de les diffuser par des conférences et des publications. » On voit que, si l'accent est mis sur la France, les comparaisons internationales sont bien prévues et que la sociologie côtoie d'emblée l'économie.

Le chapitre II est intitulé: « Activité de l'Association ». Elle se réunit sur convocation du bureau et les deux derniers articles sont d'importance: « Art. 18 – Aucune lecture ne peut être faite sans communication préalable du manuscrit au président, un mois au moins avant la séance dans laquelle elle doit avoir lieu. » Quelle prudence! Serait-il bon qu'aujourd'hui une telle disposition soit toujours respectée? L'article 19 fait preuve d'une autre prudence: « Est interdite toute lecture ou discussion politique, religieuse ou philosophique, ou manquant aux règles de rigueur scientifique que s'impose l'Association. »

S'il faut donc se garder de traiter des questions à caractère trop politique, les abstractions ou jeux de l'esprit ne suffisent pas, il faut participer au processus décisionnel, souligne le président Augé-Laribé: « Nous avons l'ambition d'apporter des matériaux de qualité contrôlée à ceux qui ont pour tâche de bâtir la politique économique, sociale, constructive de l'agriculture dans une société en évolution. Ceci revient à dire que l'érudition et l'information ne nous satisfont pas par elles-mêmes. Elles doivent aboutir à des conclusions, à des décisions, parce qu'elles précisent les données des problèmes, parce qu'elles permettent des comparaisons, des distinctions d'un intérêt pratique, parce qu'elles expliquent des évolutions. »²

Michel Augé-Laribé s'intéresse aussi à l'histoire et pose la question de savoir si on lui a accordé une place suffisante. Il regrette que les historiens ne soient pas plus nombreux au sein de la Société et émet une hypothèse: « Serait-ce parce que beaucoup d'entre eux ont le goût des analyses érudites plus que des synthèses qu'ils jugent prématurées? » L'auteur ne répond pas évidemment à la question et, *in fine*, fait appel à toutes les bonnes volontés, incite les membres à se conduire en citoyens actifs, notamment à alimenter la rubrique bibliographique.

À la suite de ce rapport, le secrétaire général, Jean Chombart de Lauwe, dresse la liste des sujets à traiter en priorité. Il en énumère sept: les questions de méthode, l'économie de la production agricole, les marchés, les prix, les conditions de vie des agriculteurs, la conjoncture agricole et la politique agricole.

Des sujets très divers

Malgré certains regrets, mais qui ne sont que soucis de perfectionnement, les sujets sont très divers. À la fin de 1952, le secrétaire adjoint, Denis, Raymond Bergmann établit une table des matières des volumes I à IV (1949-1952) avec une liste par auteurs et une liste par matières.³ Il relève une cinquantaine d'auteurs avec des études sur la production, bien sûr, mais aussi la démographie, la sociologie, l'enseignement, les recherches méthodologiques,

2. Michel Augé-Laribé, « L'orientation des travaux de la Société », *Économie rurale*, n° 17, juillet 1953, p. 36. À noter que la revue s'intitule : *Économie rurale* depuis janvier 1953.

3. *Bulletin*, vol. IV, n° 4, octobre 1952, pp. I-IV.

etc. Michel Augé-Laribé, lui-même, apporte des contributions sur la définition des « termes usuels de l'économie rurale », préférant ce dernier terme à celui d'« économie agricole » et, en 1953, il présente la bibliographie qu'il a mise au point, profitant de sa retraite.⁴

Un point important à souligner est l'ouverture sur l'extérieur. Certes, la majorité des articles concerne la France, mais les rapports avec l'étranger, l'Italie en particulier, sont fréquents. Dès avril 1950, on trouve une comparaison des études rurales en France et en Italie.⁵ Les 10-15 septembre 1951, a lieu une grande rencontre franco-italienne. Cela provoque la présence du secrétaire d'État à l'Agriculture, Camille Laurens: « Le ministre de l'Agriculture⁶ et moi-même avons estimé qu'un hommage officiel était dû aux artisans de cette coopération des économistes ruraux français et italiens. Je veux donc en tout premier lieu féliciter et remercier la Société française d'économie rurale pour l'œuvre qu'elle a accomplie depuis sa création. »⁷

Les États-Unis ne sont pas oubliés. On s'intéresse à la mécanisation de leurs fermes familiales, aux méthodes employées pour calculer les prix payés par les agriculteurs et reçus par eux, étude réalisée par l'attaché agricole adjoint de l'ambassade des États-Unis à Paris ou encore à la gestion des entreprises. On trouve aussi un examen des petites exploitations en Belgique par un professeur à l'Université de Gand ou celui du prix des fermages aux Pays-Bas par un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture de ce pays. Un autre article est consacré aux problèmes suisses, etc.⁸ Quant à l'Europe, dès juillet 1951, un numéro lui entièrement consacré.⁹

Des membres actifs

Lors de la réunion constitutive, les cotisations sont fixées à 500 F pour les membres titulaires, 5 000 pour les bienfaiteurs¹⁰ et 200 F pour les stagiaires (peuvent être admis comme stagiaires les adhérents âgés de moins de 30 ans). Les membres élus du bureau, pour 1949, sont Michel Augé-Laribé, président, André Cramois et Jacques Ratineau, vice-présidents, Jean Chombart de Lauwe, secrétaire général, Denis, Raymond Bergmann, secrétaire adjoint, Raymond Moreau, trésorier et six membres: Michel Cépède, Pierre Hallé, Luce Prault, R.P. Serve, Max Sorre et Pierre Tissot. Les premiers statuts prévoyant l'élection d'un président pour un an seulement, c'est Jacques Ratineau, inspecteur général de l'agriculture et directeur de l'École nationale d'agriculture de Grignon qui est élu pour 1950, Michel Augé-Laribé restant président-fondateur. Il peut redevenir président en 1951, mais les statuts sont modifiés lors de l'assemblée générale du 14 décembre 1951, avec la possibilité pour le président, le secrétaire général, le secrétaire adjoint et le trésorier d'être élus pour quatre ans.¹¹

Au 1^{er} octobre 1949, le nombre total des cotisants est de 112 que le secrétaire général se donne la peine de classer par grandes catégories socio-professionnelles. Il y a même quatre

4. Michel Augé-Laribé, *Répertoire bibliographique d'Économie rurale*, (ouvrage publié avec le concours du CNRS), Paris, 1953, 104 p., 2 774 références d'ouvrages et d'articles, index alphabétique des auteurs cités.

5. Vanzetti, « Considérations sur le développement des études rurales en France et en Italie », *Bulletin*, vol. II, n° 1, avril 1950, pp. 4-8.

6. Il s'agit de Paul Antier.

7. *Bulletin*, vol. III, n° 4, octobre 1951, p. 139.

8. Voir toute une série d'articles parus dans la revue entre décembre 1950 et juillet 1953.

9. Intitulé « L'agriculture française et l'organisation de l'Europe », *Bulletin*, vol. III, n° 3, 140 p.

10. Qui sont, entre autres, l'AGPB, la CNCA, les établissements Kuhlmann, l'INSEE, le ministère de l'Agriculture, etc.

11. On sait qu'actuellement, le président est élu pour deux ans, renouvelable une fois.

agriculteurs ! Au 1^{er} novembre 1950, on compte 136 cotisants, au 1^{er} décembre 1951, il y a 187 membres ordinaires et 18 stagiaires, en décembre 1952, 215 titulaires et 26 stagiaires. L'objectif est d'atteindre les 500 membres !

La revue publie la liste des membres parmi lesquels dominant, bien entendu, les professeurs d'économie, d'agronomie et les professionnels de l'agriculture. Mais on trouve aussi : F.L. Closon, directeur de l'INSEE, Guicheteau, sous-directeur à la Société des chemins de fer économiques, des membres du Conseil d'État : Jacques Doublet, Join-Lambert et, bien sûr, Roland Maspétiol, des professeurs de droit : Gachon, Garrigou-Lagrange, Max Sorre, des ecclésiastiques : les Révérends Pères Allo, Chaumeny, de Dainville, Gautier, Serve, les attachés agricoles des ambassades des États-Unis, des Pays-Bas, de la Belgique et deux femmes : Mademoiselle Apchié, secrétaire de rédaction de la *Revue d'économie politique* et Mademoiselle Péré, École normale supérieure de jeunes filles. En 1950, il y a cinq membres domiciliés à l'étranger, en 1952, ils sont dix-neuf, etc.

Conclusion: Un succès?

Un succès, sans doute, vu la rapide croissance de la Société et le gonflement des effectifs. Il y a toujours au moins deux sessions par an, des journées d'étude, un séminaire de politique agricole a été créé et la revue est devenue bimestrielle. Ce succès on le doit certainement à Michel Augé-Laribé et à la petite équipe qui l'a entouré, en particulier les deux secrétaires : Jean Chombart de Lauwe et Denis, Raymond Bergmann. En juillet 1954, un premier hommage est rendu au Président-Fondateur dans un bref article qui n'est malheureusement pas signé. Il y est question de son attitude pendant la guerre, qui est assez exemplaire, car il n'a rien d'un courtisan. Quitte à déplaire, on sait qu'il n'hésite pas à fustiger les projets de Corporation paysanne. De plus, il rédige, à la demande du ministère de l'Agriculture, une brochure à l'usage des agriculteurs rentrant de captivité. Mais «la censure allemande demanda, à la très grande joie de son auteur, si celui-ci était fou ou gaulliste et décida finalement d'envoyer au pilon tous les exemplaires déjà imprimés».¹²

Ce succès on le doit aussi à ses successeurs et aux membres de la Société qui ont gardé le même enthousiasme et le même dévouement pour relire et critiquer les articles qui vont paraître dans la revue, pour participer au cheminement intellectuel en proposant de nouvelles pistes de recherche, pour organiser les sessions, les séminaires, etc. Toutes tâches lourdes s'il en fut ! Espérons que le lecteur trouvera, dans ce numéro, un reflet du dynamisme initial !

Réflexion critique sur l'histoire des idées et des faits

Au-delà de l'hommage dû aux fondateurs de la SFER et de sa revue, ainsi qu'à tous ceux qui lui ont permis de progresser, nous avons voulu que cette date anniversaire soit aussi l'occasion d'une production scientifique originale sur le mouvement des idées et des faits dont

12. "Michel Augé-Laribé (1876-1954)", *Économie rurale*, n° 21, juillet 1954, pp. 3-4. Un deuxième hommage lui est rendu à l'occasion de vingtième anniversaire de la Société : Michel Cépède et Jean Chombart de Lauwe, "Michel Augé-Laribé, Président Fondateur de la Société française d'économie rurale", *Revue française d'économie et de sociologie rurales*, n° spécial 79-80, 1^{er} et 2^e trimestres 1969, pp. 9-11. Ses principales idées ont été analysées, voir : Isabel Boussard, "Michel Augé-Laribé (1876-1954) et l'économie politique rurale", *Économie rurale*, n° 248, novembre-décembre 1998, pp. 4-12. Enfin un mémoire lui a été consacré, sous la direction de MM. Ronald Hubscher et Alain Plessis : Vanessa Balaa, *Michel Augé-Laribé (1856-1954), le nouveau visage de l'agrarisme*, Université de Paris X – Nanterre, 1999, 193 p., bibliog.

Économie rurale a été le témoin et le reflet depuis un demi-siècle. Les liens réciproques qu'entretiennent entre eux progrès économique, progrès technique et progrès social sont à l'évidence infiniment plus complexes que ne laisse entrevoir l'enchaînement mécanique des concepts. Un exercice périodique de mise en perspective de l'évolution de ces faits et de ces idées constitue donc un moyen utile pour l'appréhension intelligible – autrement que par la simple reproduction des tendances – des perspectives de la production agricole et alimentaire, des entreprises, des hommes et des espaces qu'elle concerne, ainsi que des politiques publiques qui ambitionnent d'en orienter l'avenir.

Dans ce but, nous avons réuni les analyses rétrospectives d'auteurs d'horizons, de disciplines et de sensibilités différents. Nous avons poussé l'exercice jusqu'à solliciter, dans certains cas, deux auteurs, sans consultation préalable, pour rédiger ensemble un article sur un thème commun. L'expérience n'a pu être menée systématiquement. Les auteurs qui ont accepté de s'y plier méritent toute notre reconnaissance et nous pensons que le résultat est intéressant. Mais il faut être honnête jusqu'au bout: tous les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espoirs. Il nous a fallu assumer l'indiscipline de quelques-uns qui n'ont pas respecté les normes de longueur qui leur avaient été suggérées, les abandons de quelques autres, qui ne nous ont jamais livré les papiers qu'ils s'étaient engagés à écrire, ce qui explique certaines lacunes.

En plus d'un an et demi de préparation, ce numéro s'est donc progressivement construit, en fonction des choix de l'équipe de pilotage constitué par le bureau de la SFER, le comité de rédaction, en particulier Egizio Valceschini, François Clerc, Jean-Christophe Kroll, Michel Blanc et Pierre Daucé. Isabel Boussard a accepté d'en assurer le suivi scientifique et la coordination.

Tous les auteurs ont reçu exactement les mêmes directives¹³: «Depuis la guerre, quels ont été les débats sociaux et controverses scientifiques concernant chacun des thèmes retenus? En quoi les scientifiques de notre champ [...] ont-ils éclairé, formalisé, renouvelé, ignoré, masqué, trahi, tronqué... ces débats et controverses? Quel a été le mouvement des idées les concernant et avec quelle signification? État actuel et prospective de ces débats et controverses?» Mettre l'accent sur l'évolution des idées a été retenu par tous, mais interprété de façon fort différente. Il faut dire que, parmi les auteurs, il y a des économistes, bien sûr, mais aussi des statisticiens, des géographes, des sociologues, des politistes et même des historiens!

La statistique ouvre le feu de la première partie consacrée au cas français. Comment les hommes, les territoires, les cultures ont-ils évolué depuis cinquante ans? quelles conclusions peut-on en tirer? Deux politistes poursuivent la réflexion sous un autre angle: comment les Français réagissent-ils face aux agriculteurs et aux problèmes agricoles, comment les agriculteurs se représentent-ils eux-mêmes? Par ailleurs, quelles sont les forces en présence? Quels changements sont intervenus dans les «démêlés» entre l'État et les représentants de la profession? Il est souvent question de la crise de l'exploitation familiale. Un sociologue fait le point sur ce qu'il faut en penser.

La deuxième partie mobilise plus spécialement des économistes pour retracer les évolutions des rapports entre agriculture et alimentation, entre secteurs de production, de transformation et de distribution des biens alimentaires. C'est un domaine où l'économie rurale (certains préfèrent d'ailleurs aujourd'hui la référence à l'économie agroalimentaire) s'est beaucoup investie depuis la création de la revue comme en témoigne le nombre d'articles publiés. Un premier article retrace les étapes de cette ouverture, à partir de la définition des «systèmes

13. Rappelées par François Clerc dans l'avant-propos.

alimentaires» et des «trois âges de l'alimentation». Un deuxième s'intéresse plus spécifiquement à l'histoire de l'industrie agroalimentaire, un troisième à la grande distribution, avec cette question lourde de menaces: «La recherche est-elle en phase avec l'histoire?» Une autre contribution propose, à la lumière des développements contemporains des sciences économiques, une analyse des modalités de coordination interne au système agroalimentaire appliquée aux relations entre produits et innovation.

La troisième partie regroupe une série d'articles consacrés à l'espace et à l'environnement. Ce n'est pas par simple effet de mode que nous retrouvons ici quelques caractéristiques essentielles de la ruralité qui ont en partie fondé la spécificité de l'économie rurale: très tôt les agro-économistes ont eu le souci d'analyser les conditions de reproduction des écosystèmes cultivés et les implications économiques et spatiales en résultant. Mais la manière de les aborder a considérablement évolué au cours du temps, comme s'est transformée l'appréhension de la place et du rôle de l'agriculture dans le développement rural. C'est pour rendre compte de ces évolutions que sont sollicités un géographe sur le thème: «L'intégration de la ruralité» avec vues sur les prochains siècles, un économiste traitant de: «Développement et ruralité», tandis que deux autres s'exercent à la philosophie pour dépasser les approches économiques réductrices des questions d'environnement et introduire une dimension éthique susceptible d'enrichir la définition de cet objet scientifique.

La dimension internationale des questions d'économie rurale, dont l'intérêt était déjà souligné dès la création de la SFER, occupe, au fil des ans, une place croissante dans les préoccupations et dans les colonnes de la revue. Aux questions, désormais classiques, liées à la Politique agricole commune (PAC), aux négociations internationales, à l'approvisionnement alimentaire des pays en développement, se sont greffées des questions plus actuelles ayant trait au bouleversement du contexte géopolitique européen qu'a concrétisé en 1989 la chute du mur de Berlin. Les quatre articles qui constituent la quatrième partie de ce numéro s'attachent à rendre compte, chacun à sa manière, des grandes évolutions des idées et des problématiques en ce domaine. Deux d'entre eux, respectivement consacrés à la PAC et aux pays en voie de développement, s'appuient sur une analyse bibliographique détaillée des productions scientifiques consacrées à ces thèmes pour mener une réflexion critique sur l'évolution des représentations que les économistes donnent des phénomènes en cause. Les deux autres proposent, pour l'un, une relecture, par grandes périodes, des transformations de la PAC et des réactions françaises face aux exigences communautaires, pour l'autre, une mise à plat des enjeux agricoles de l'élargissement à l'est de l'Union européenne qui conduit l'auteur, fort prudemment, à proposer «une longue période transitoire post adhésion».

Pour compléter ces rétrospectives thématiques dans quelques grands domaines intéressant l'économie rurale et dans la première revue francophone qui ambitionne de rendre compte de leur évolution, nous avons consacré une cinquième partie de ce numéro à quatre points de vue significatifs sur la discipline et la revue. Le terme «points de vue» doit être ici pris au sens propre puisqu'il s'agit de regarder cette évolution sous des angles différents:

- L'angle d'observation d'un économiste non ruraliste qui interroge l'économie rurale à la lumière de son propre cadre théorique, l'économie néo-institutionnelle.
- L'angle d'observation de ruralistes étrangers qui interrogent l'économie rurale française à la lumière des avancées et des lacunes de la discipline qu'ils perçoivent dans leur pays.
- L'angle d'observation plus interne de deux vieux routiers de la discipline, fidèles collaborateurs de la revue et qui ont acquis la sagesse nécessaire pour porter un regard distancé sur le déroulement de leur production scientifique, de leur méthode et de leur métier.
- Le point de vue d'un professeur au Canada qui suit de près les travaux de la Société.

Plaidoyer pour un débat scientifique et social largement ouvert

À l'issue de ce panorama rapide des principales contributions réunies dans ce numéro, il apparaît à l'évidence que nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité, comme il a été dit. On ne synthétise pas cinquante années de connaissances accumulées en économie rurale dans un numéro spécial de la revue, fut-il double ou triple. Nous revendiquons, en revanche, l'ouverture et la diversité :

- Ouverture sur les disciplines des sciences sociales comme la sociologie, la géographie, l'histoire, la statistique, susceptibles d'interroger utilement les économistes ruraux,
- Ouverture au sein des sciences économiques sur l'économie générale, dans la diversité de ses composantes théoriques et de ses prolongements contemporains. Le débat de ce point de vue n'est plus tant celui des relations d'une économie rurale encore adolescente à une économie générale adulte prise comme une construction homogène et achevée mais plutôt celui, beaucoup plus fécond, des renvois et des synergies nécessaires entre les différents champs de l'économie rurale et ceux, perpétuellement renouvelés, de l'économie générale.
- Ouverture enfin sur la réalité socioprofessionnelle, qui constitue une originalité forte de notre revue, explicitement revendiquée par ses fondateurs et qui nous paraît toujours d'actualité. Une science comme l'économie rurale serait en effet en danger si elle restait sourde aux interpellations des milieux socioprofessionnels qu'elle prétend éclairer.

Nous espérons que ce numéro du cinquantenaire reflète en partie cette ambition et qu'il suscitera des questions parmi les lecteurs qui sont aussi des auteurs ! Souhaitons qu'il y ait un flot abondant de nouvelles propositions d'articles, de points de vue alimentant les controverses et les débats, pour un dialogue scientifique sans cesse renouvelé.

Isabel Boussard,
FNSP, CEVIPOF

Jean-Christophe Kroll,
UMR, INRA-ENESAD,